

La pluie pour sauver la capitale de la noyade



Glossaire

Un jardin de pluie est un espace arboré, plus bas que le niveau du sol. Le principe est que l'eau de pluie puisse s'y accumuler. L'averse passée, l'eau est soit absorbée dans la terre, soit elle s'écoule petit à petit. Utilisé dans le cadre d'une Gestion intégrée des eaux de pluie (Giep).

La Giep a pour ambition de rendre les sols perméables en amenant de la terre en ville pour absorber l'eau de pluie. Son but est de ne plus appliquer la politique du tout-à-l'égout et de l'imperméabilisation des sols en construisant des bassins en béton.

Un bassin d'orage est un gros réservoir qui permet de stocker l'eau lors de fortes pluies. Il est utilisé pour limiter les risques d'inondations. Lorsqu'il ne pleut plus, le bassin se vide en déversant petit à petit l'eau dans les égouts. La Région bruxelloise compte plus de 30 bassins d'orage, gérés par Vivaqua ou Hydria.

MANON LAURENT

Il est 9h00 ce mardi 16 novembre. Léa attend dans le hall de la maison communale de Watermael-Boitsfort. Les représentants communaux sont en retard. Elle fait partie des Etats généraux de l'Eau à Bruxelles (Egep) et de Brusseau, un projet bruxellois qui propose des aménagements territoriaux pour réduire les risques d'inondations. A l'ordre du jour, la proposition de création d'un bassin d'orage à Ten Reuken par la Société bruxelloise de Gestion de l'Eau, nouvellement renommée Hydria.

Encore et toujours du béton, s'inquiètent de nombreuses associations. Le projet prévoit la construction d'un bassin de 5.000 m³, l'équivalent d'un peu moins de deux piscines olympiques. Juste à côté d'une zone Natura 2000. Le but : récupérer et stocker les eaux de pluie dans un grand réservoir.

Avec les représentants de deux autres collectifs, Léa affûte ses armes. Objectif,

ce matin : empêcher la construction du bassin. A la place, Brusseau et les Egep proposent des aménagements de Gestion intégrée des Eaux de Pluie, autrement appelée Giep. « La pluie est considérée comme un élément jetable. Elle tombe sur un sol imperméable, et puis elle va directement à l'égout », explique Dominique Nalpas, coordinateur chez Brusseau. Et ce phénomène cause les inondations. En cas de fortes pluies, les égouts saturent et n'arrivent plus à tout drainer. Résultat : les habitants sont inondés. Les experts en climatologie s'accordent pour affirmer que des pluies intenses, comme celles de juillet 2021, vont se reproduire de plus en plus souvent. Les habitants seront plus souvent inondés, même s'il manque de données précises pour quantifier le risque.

Stop au bassin d'orage
9h25 : les portes de la salle du conseil de la maison communale s'ouvrent. La Commission de concertation va pouvoir commencer.

Ce n'est pas la première fois que le projet du bassin d'orage de Ten Reuken est présenté devant les autorités communales. Pour Léa, en revanche, c'est une première. Les bassins d'orage sont présentés comme une soupape de sécurité lors de fortes pluies. Celui situé dans la vallée de la Woluwe (Watermaelbeek) peut stocker jusqu'à 40.000 m³ d'eau. L'équivalent de 16 petites piscines olympiques.

Dans certains quartiers, les bassins d'orage se sont révélés de très bons alliés. Celui situé en dessous de la place Flagey a permis de sauver des eaux de nombreuses maisons situées en aval. Mais pour cela, il aura fallu 4 ans de travaux et plus de 25 millions d'euros pour le réaliser. L'addition est salée. Ce n'est pas tout. Une fois que l'eau arrive dans le bassin, elle est renvoyée petit à petit dans les égouts. Elle va à la poubelle. « Il faut donner une valeur à l'eau de pluie qui tombe », affirme Dimitri

Crespin, hydrologue et chercheur à la VUB. Utiliser l'eau de pluie pour autre chose, à un autre moment. Et cela peut être fait par un réaménagement territorial.

Du Giep, du Giep et encore du Giep

Pour contrer le béton, certains misent aussi sur un remède connu depuis la nuit des temps : la terre. Elle permet à l'eau de s'infiltrer et allège les égouts. Cette terre peut être ramenée dans la ville grâce à un réaménagement de l'espace public. A Forest, la commune a pris les devants. « Dès qu'on peut, quand on réaménage une voirie, on place des jardins de pluie ou des "noues" », avance Alain Mugabo (Ecolo), échevin de la Ville Verte. Ces zones permettent de récupérer l'eau de pluie et d'amener verdure et fraîcheur dans Bruxelles. Stop au « tout-à-l'égout », en somme.

Des alternatives comme celles-là, il en existe plusieurs. Toits végétalisés, installation de sols perméables, mais aussi des dispositifs de récupération sur les parcelles privées. Chacun peut y mettre du sien. Reste une question : où trouver de la terre dans une ville aussi bétonnée ? Parce que n'est pas bonne terre qui veut. Il faut que celle-ci permette à l'eau de s'infiltrer facilement. La terre qui se trouve en dessous du béton a besoin de temps lorsqu'elle est remise à ciel ouvert. Après avoir été étouffée pendant tant d'années, elle doit respirer. Toujours à Forest, Alain Mugabo explique : « La terre déjà existante est utilisée si elle est saine. Si ce n'est pas possible, alors on va chercher la terre chez des entrepreneurs après appel d'offres. »

Retour à Watermael-Boitsfort. Les interventions se succèdent à la Commission de concertation. « L'approche de la Gestion intégrée des Eaux de Pluie fait partie des accords gouvernementaux », rappelle fermement Léa

dans la salle du Conseil, alors que sa voix est la seule à résonner dans la pièce. « Il y a un appel clair d'Alain Maron », selon Dimitri Crespin, « mais il manque un plan régional, voire fédéral pour mettre en place la Giep à Bruxelles. »

Long terme vs court terme

Le nœud du problème : une vision à court ou long terme. Difficile de nier l'utilité d'un bassin d'orage sur le moment. L'eau est amenée dans un endroit de stockage le temps que la pluie s'estompe. Pour Alice Thienpont, responsable du département eau de Bruxelles Environnement, il faut « limiter l'usage des bassins d'orage au maximum, mais ce n'est pas possible de s'en passer complètement ». Même si, toujours d'après elle, l'objectif de Bruxelles Environnement est de « dimensionner la Giep sur l'ensemble de la Région, pour faire face à des pluies intenses ». « C'est le cumul des deux actions qui permet de protéger les riverains », argumente, dans la salle du Conseil, Damien De Keyser, directeur d'Hydria, l'organe en charge de certains bassins d'orage bruxellois.

Pour la commune de Forest, plus question de continuer avec les bassins d'orage. « Le 15 juillet 2021, les jardins de pluie ont fait leur travail », insiste Alain Mugabo. « On a eu des retours positifs de quartiers historiquement inondés. Avec le changement climatique, ces jardins sont une manière d'adapter notre territoire. » Côté coûts, il n'y a pas photo. La Région a subsidié trois jardins de pluie à Forest pour 150.000 euros. Un bassin d'orage de 5.000 m³ coûte, lui, 5 millions.

A Watermael-Boitsfort, la Commission de concertation touche tout doucement à sa fin. Léa sort de la salle soulagée. La commune semblait réceptive aux propositions d'aménagements Giep. Verdict : la commune reporte sa décision. Il manque une étude d'incidence sur l'impact qu'aura le bassin sur la zone Natura 2000 qui se trouve juste à côté. Il faudra encore attendre avant de savoir si le béton s'implantera à cet endroit.

Bruxellois dans le même bain

Pour Paul Steinbrück, cofondateur de Pool is Cool, ce succès, malgré un temps maussade, démontre pleinement l'utilité de ce genre d'installation. « Tout le monde s'y retrouve. Une fois qu'on est en maillot, les différences disparaissent. » Au travers de ce projet, c'est aussi, et surtout, la mixité sociale qui est encouragée.

Le gouvernement est prêt à se jeter à l'eau

La situation géographique n'est donc pas le fruit du hasard. A deux pas du boulevard Industriel, pour limiter les nuisances, mais aussi pour attirer des publics précarisés, la piscine fait le pari d'être un lieu d'intégration et de réappropriation de l'espace public. Le bourgmestre d'Anderlecht, Fabrice Cumps, veut y croire : « Ce lieu offre une autre possibilité aux jeunes qui, avant, allaient nager dans le canal. » Le socialiste y voit aussi un enjeu de sécurisation. Durant l'été 2020, un jeune garçon de 12 ans était décédé après s'être noyé dans le canal à Anderlecht.

Toujours à Anderlecht, mais dans un décor plus bucolique, un autre projet de baignade urbaine se trame. En 2024, les Bruxellois devraient pouvoir nager dans un des étangs de Neerpede. Ceux-ci sont au cœur du plan opérationnel visant à créer un parc naturel dans ce coin de verdure bruxellois, à quelques centaines de mètres du Ring.

L'ambition du gouvernement régional en la matière semble donc se confirmer. Un secrétaire d'Etat en particulier, Pascal Smet, en charge de l'Urbanisme notamment, mais surtout des Sports via la Commission communautaire flamande (VGC), souhaiterait voir ce genre de projet se multiplier. Mais avant cela, il faut

dra d'abord en voir un seul prendre vie. Du côté du cabinet du socialiste flamand, on reste prudent. Tant qu'une piscine en plein air ne sera pas installée de façon permanente, on ne criera pas victoire.

C'est pourquoi en zone urbaine aussi, les choses bougent. Parfois de manière plus surprenante, comme sur le site des abattoirs à Anderlecht où la nouvelle usine de transformation alimentaire Manufaktur devrait être coiffée d'une piscine à ciel ouvert. Le projet dans sa globalité représente un coût de 18 millions d'euros pour la société des Abattoirs, dont 10 millions subventionnés par la Région et les fonds européens Feder. La chaleur résultant de la réfrigération des activités de production serait utilisée pour chauffer la piscine. Pour

Pascal Smet, ce projet représenterait « un bel exemple de combinaison de fonctions urbaines, d'architecture et de durabilité ».

L'étude de faisabilité de la piscine, lancée en mai dernier, est en cours de finalisation et devrait livrer ses conclusions très prochainement, selon le cabinet.

Trois ministres pour une piscine

Reste bien sûr à voir quand cette piscine prendra vie, et quand les Bruxellois pourront nager aux abattoirs d'Anderlecht. Il reste encore de nombreux freins au projet. A commencer par le coût de la piscine en elle-même, qui n'est pas encore connu, mais aussi celui de l'exploitation de l'installation sportive. La position de la commune d'Anderlecht, qui encourage le projet, est claire : le finan-

cement doit venir de la Région puisque sa vocation dépasse les limites du territoire communal. La lourdeur administrative risque aussi de ralentir les démarches. Avec trois ministres pour une seule piscine (Pascal Smet, Bernard Clerfayt et Rudi Vervoort), il faudra arriver à un consensus quand l'étude de faisabilité aura livré ses résultats.

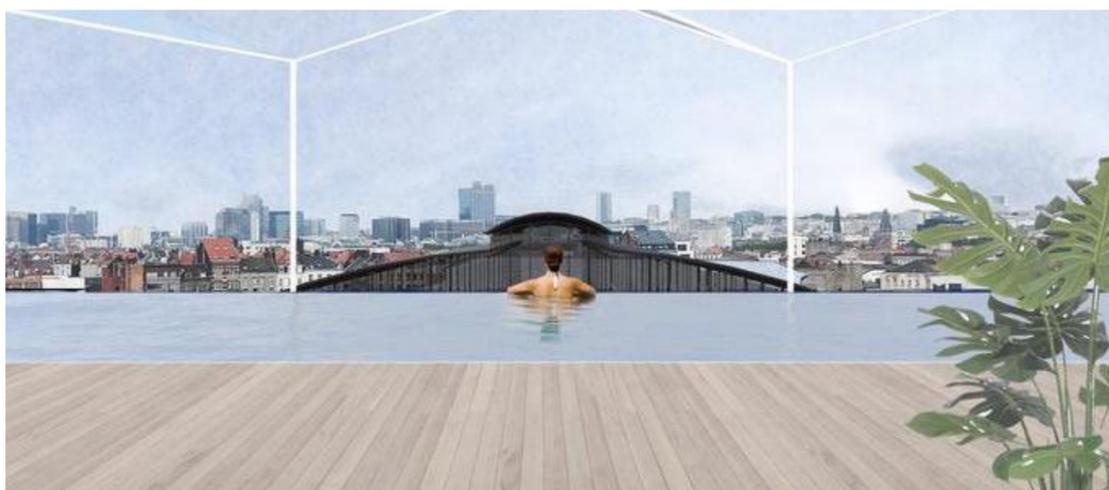
Avec trois projets sur les rails, la Région bruxelloise semble donc bien décidée à s'engager sur la voie des bassins à ciel ouvert. La vraie question sera donc celle des budgets et des priorités du gouvernement, dont les finances ont encore été plus malmenées depuis le début de la pandémie. Cette crise, qui a encore plus révélé le besoin de ces infrastructures, pourrait donc bien être un frein à leur réalisation.

Un « droit à la baignade » revendiqué ailleurs aussi

Au-delà de nos frontières, l'enthousiasme pour la nage urbaine trouve un écho dans les sphères politiques et sociales de nombreuses villes. Paul Steinbrück, fondateur de l'association Pool is Cool, explique ce phénomène par les enjeux de réappropriation de l'espace public qu'il incarne. Dans des quartiers moins favorisés, un accès à une infrastructure de ce genre peut réellement avoir un impact sur la qualité de vie des habitants.

A Berlin ou à Vienne, on compte une dizaine de piscines en plein air qui viennent s'ajouter aux étangs de baignade déjà aménagés. Dans la capitale allemande, on peut même nager dans un ancien container aménagé flottant sur la rivière Spree.

Mais dans d'autres grandes villes européennes, comme Paris, on revendique aussi ce « droit à la baignade ». Après avoir établi le plan « Nager à Paris » en 2015, la mairie de la Ville Lumière vise encore plus loin et prévoit, d'ici 2024, la réouverture de la Seine à la nage, soit 100 ans après son interdiction, grâce à de nouvelles infrastructures de dépollution du fleuve. De quoi ravir tous les baigneurs qui souhaitent nager à l'air libre, et profiter de la ville sous un nouveau visage. X.V.



Sur le site des abattoirs à Anderlecht, la nouvelle usine de transformation alimentaire Manufaktur devrait être coiffée d'une piscine à ciel ouvert. © MANUFABRIQUE